

Le 13 décembre 2013

CHANGEMENT DE REGIME

MATRIMONIAL

Par Mr et Mme Gilbert MICHAUD-JUGIEAU

100353101
ML/IL/MG

**L'AN DEUX MILLE TREIZE,
LE VINGT DÉCEMBRE**

A L'AIGUILLON SUR MER (Vendée), 63 rue des Roseaux, au bureau permanent de l'Office Notarial ci-après nommé,

Maitre Michel LANNES, soussigné, notaire associé de la Société Civile Professionnelle « Michel LANNES, Sylvie DUBOS-ROUSSEAU », titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à SAINT MICHEL EN L'HERM (Vendée), 5 rue Paul Berjonneau,

A reçu le présent acte à la requête de :

Monsieur Gilbert Jean Michel **MICHAUD**, retraité, et Madame Brigitte Marie-Laurette **JUGIEAU**, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à LA FAUTE-SUR-MER (85460) 122D route de la Pointe d'Arçay.

Nés savoir :

Monsieur à LA ROCHEFOUCAULD (16110) le 12 février 1956,

Madame à TAPONNAT-FLEURIGNAC (16110) le 9 novembre 1959.

Mariés à la mairie de TAPONNAT-FLEURIGNAC (16110) le 20 août 1977 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Ici présents.

Lesquels, préalablement aux présentes, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

I - Les requérants se sont mariés sous le régime sus-indiqué.

Observation étant ici faite que ce régime n'a pas été changé ou modifié à ce jour.

II- Les requérants, usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 1397 du Code civil ont déclaré conjointement convenir, dans l'intérêt de leur famille, de changer entièrement de régime matrimonial et d'adopter **le régime de la communauté universelle**.

EN CONSEQUENCE, les requérants ont réglé ainsi qu'il suit les nouvelles conditions civiles de leur union.

REGIME

Les requérants adoptent pour base de leur union le régime de la **COMMUNAUTE UNIVERSELLE** de biens meubles et immeubles, présents et à venir, tel qu'il est établi par l'article 1526 du Code civil, sous réserve des modifications et précisions pouvant résulter des stipulations ci-après.

NL 37.

BIENS COMMUNS ET BIENS PROPRES

BIENS COMMUNS

La communauté comprendra tous les biens meubles et immeubles que les époux possèdent à ce jour, et ceux qu'ils acquerront par la suite ensemble ou séparément, ou qui leur adviendront à quelque titre que ce soit, notamment par suite de donation, succession, legs ou autrement, y compris les biens que l'article 1404 du Code civil déclare propres par leur nature, sans exception ni réserve.

Les époux sont avertis que le présent changement de régime matrimonial est susceptible de rendre communs des titres sociaux jusqu'alors propres à l'un ou l'autre des époux, alors que les statuts sociaux peuvent prévoir la nécessité d'un agrément même entre époux.

BIENS EXCLUS

Seront seuls exclus de la communauté et resteront propres à chaque époux, sauf récompenses s'il y a lieu, les biens donnés ou légués sous la condition expresse qu'ils n'entrent pas dans la communauté, et ceux acquis à titre d'emploi ou de remploi de ces biens propres.

PASSIF COMMUN ET PASSIF PROPRE

PASSIF COMMUN

La communauté sera tenue de supporter toutes les dettes des époux présentes et futures.

PASSIF PROPRE

Le passif afférent aux biens propres sera supporté par l'époux propriétaire ou ses héritiers et représentants.

ADMINISTRATION ET DISPOSITION DES BIENS

BIENS COMMUNS

La communauté sera administrée par chacun des époux.

Chacun des époux aura l'administration et la libre-disposition de ses revenus et de ses gains et salaires.

Il devra contribuer aux charges du mariage en proportion de ses disponibilités, sans que les tiers puissent se prévaloir de cette obligation pour refuser à l'un ou l'autre des époux le versement sur sa seule quittance de ses revenus.

En application de l'article 220 du Code civil, chacun des époux conserve le pouvoir de passer seul les contrats qui auront pour objet l'entretien du ménage et l'éducation des enfants.

En conséquence, les actes d'administration faits par un seul d'entre eux seront opposables à l'autre, sauf à répondre des fautes qu'il aurait commises dans sa gestion.

Pour les autres actes, les époux ne pourront l'un sans l'autre :

- aliéner ou grever de droits réels les immeubles, fonds de commerce et exploitation dépendant de la communauté, non plus que les droits sociaux non négociables, les meubles corporels dont l'aliénation est soumise à publicité, et les droits par lesquels est assuré le logement de la famille ;
- percevoir les capitaux provenant de telles opérations ;
- donner à bail un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal ;
- et disposer des biens communs à titre gratuit.

NG B7.

BIENS PROPRES

Conformément aux dispositions de l'article 1428 du Code civil, chaque époux aura l'administration et la jouissance de ses biens propres et pourra en disposer librement.

Toutefois, les époux ne pourront l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels sera assuré le logement de la famille ni des meubles meublants dont il sera garni.

MANDAT EXPRES OU TACITE ENTRE EPOUX

Si, pendant le mariage, l'un des époux confie à l'autre l'administration de ses biens propres, ou si l'un des époux prend en main la gestion des biens de l'autre, les règles applicables seront celles prévues aux articles 1431 et 1432 du Code civil.

ATTRIBUTION DE COMMUNAUTE

Les époux conviennent, conformément aux articles 1524 et 1525 du Code civil, qu'en cas de dissolution de la communauté par le décès de l'un d'entre eux, tous les biens meubles et immeubles qui composeront ladite communauté sans exception, appartiendront en pleine propriété au survivant, sans que les héritiers ou représentants du prédécédé puissent prétendre y avoir aucun droit, même pour les biens ou deniers entrés en communauté du chef de leur auteur.

Cette stipulation s'appliquera, qu'il existe ou non des enfants du mariage, et s'il en use, le survivant sera seul tenu d'acquitter toutes les dettes de la communauté.

Il est d'autre part précisé :

- que cette clause d'attribution intégrale de la communauté ne s'appliquera pas si le décès de l'un des époux survient pendant une instance en divorce ou de séparation de corps. Dans ce cas, la communauté sera liquidée et partagée conformément aux dispositions de l'article 1467 du Code Civil, étant spécifié que les héritiers de l'époux prédécédé pourront effectuer la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur, conformément aux dispositions de l'article 1525, alinéa 2, du Code Civil, de même que l'époux survivant ;

- et que les récompenses dont les faits générateurs sont antérieurs au présent changement de régime sont éteintes par le fait des présentes et que les donations de biens communs faites conjointement par les époux aux enfants communs seront à la charge définitive de la communauté, le tout sauf le cas où la clause d'attribution intégrale de la communauté ne s'applique pas.

ACTION EN RETRANCHEMENT

Le notaire soussigné a, en tant que de besoin, averti les parties des dispositions de l'article 1527 deuxième alinéa du Code civil aux termes desquelles lorsque l'on se trouve en présence d'un ou plusieurs enfants qui ne seraient pas issus des deux époux, toute convention ayant pour effet de donner à l'un des époux au-delà de la portion réglée par l'article 1094-1 du Code civil sera sans effet pour l'excédent, et donc réductible en valeur.

EXONERATION

Le présent acte emportant adoption d'un régime communautaire, il ne donnera lieu, en vertu des dispositions de l'article 1133 bis du Code général des impôts, à aucune perception au profit du Trésor.

ETAT LIQUIDATIF NON NECESSAIRE

Les présentes ne procèdent pas à la dissolution du régime matrimonial, les requérants entendant étendre leur communauté et son attribution pour le seul cas de sa dissolution par décès de l'un d'eux.

Par suite, il n'y a pas lieu d'effectuer d'état liquidatif.

16 39

ATTESTATION

Les requérants déclarent, chacun en ce qui le concerne, n'avoir aucun enfant mineur, et n'attendre aucun enfant à naître conçu ce jour.

INFORMATION

En application de l'article 1397 du Code civil, la convention qui précède sera portée à la connaissance de chacun des enfants majeurs des requérants s'il en existe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ainsi qu'à celle des créanciers éventuels au moyen d'une annonce légale dans un journal habilité à l'arrondissement ou du département du domicile des requérants.

Chacune de ces personnes pourra s'opposer aux présentes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de trois mois de la réception de la lettre recommandée ou de la parution de l'annonce légale, selon leurs qualités respectives.

Les requérants déclarent qu'ils ont trois enfants majeurs issus de leur union :

1) Madame Ludmilla Marie Janine MICHAUD, épouse de Monsieur Sébastien MOUGEOT, demeurant à LINTHES (51230), 60 ruelle d'Allemand,

2) Madame Marie-Laurette MICHAUD, épouse de Monsieur Sébastien ABREU, demeurant à PEZARCHES (77131), 2 chemin des Sables, Rigny,

3) Et Monsieur Flavien Alexandre MICHAUD, célibataire, demeurant à LA FAUTE SUR MER, 122 D route de la Pointe d'Arçay.

Une copie des présentes sera jointe au courrier recommandé ou à l'exploit d'huissier sus-visé.

Pour les oppositions, domicile est élu en l'Office Notarial.

En cas d'opposition, la convention devra, pour avoir effet entre les parties, être soumise à l'homologation du Tribunal de Grande Instance du domicile des époux.

En cas de non-opposition dans le délai de trois mois :

1°) - La présente convention aura effet entre les requérants à dater de ce jour.

L'ancien régime sera dissous à partir de cette dernière date dans les rapports entre les requérants.

2°) - A l'égard des tiers, la convention ne produira effet que trois mois après avoir été mentionnée en marge de l'acte de mariage à moins que dans les actes passés avec eux, les requérants aient déclaré avoir modifié leur régime matrimonial.

3°) - La mutation des biens et droits réels immobiliers, s'ils existent, résultant de ce changement de régime matrimonial, sera publiée au bureau des hypothèques compétent.

POUVOIRS

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera et tous pouvoirs sont dès à présent donnés au notaire soussigné à l'effet de :

- soit déposer au rang de ses minutes les pièces justificatives de la publication des présentes à la connaissance des enfants et des créanciers avec la constatation de non opposition, et d'effectuer les formalités consécutives à la liquidation nécessaire ;

- soit, en cas d'opposition, faire introduire par ministère d'avocat la procédure d'homologation judiciaire des présentes.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 « Informatique et Libertés » du janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cet effet, l'Office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à transmettre à certaines administrations, notamment auprès du service de la publicité foncière compétent et à des fins comptables et fiscales.

NC B7. 1

Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'Office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@notaires.fr, 0820.845.988.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur cinq pages

Comprenant

- renvoi approuvé : aucun
- blanc barré : aucun
- ligne entière rayée : aucune
- nombre rayé : aucun
- mot rayé : aucun

Paraphes

1 NG 87.

Fait et passé les lieu, jour, mois et an susdits.

La lecture du présent acte a été donnée aux parties toutes présentes simultanément et leurs signatures ont été recueillies par le notaire.